

Du 13 août 2020

Rôle Général

BJ/TCC/2020/0372

SOCIETE GENERALE BENIN SA
(Mes Olga ANASSIDE et Nicolin ASSOGBA)

C/

Société PROFIELD GROUP SARL
(Me Barnabé GBAGO)

OBJET

Répétition de l'indu

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Jacques HOUEGBE

Débats le 09 juillet 2020

Jugement contradictoire prononcé à l'audience publique du 13 août 2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

SOCIETE GENERALE BENIN (SGB) SA, ayant son siège au lot N°4153, Avenue Clozel, quartier Placodji-Kpodji, Cotonou, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Assistée de Maîtres Olga ANASSIDE et Nicolin ASSOGBA, Avocats au Barreau du Bénin ;

DEFENDERESSE

Société PROFIELD GROUP SARL, ayant son siège à Cotonou, quartier Sainte Rita, représentée par son gérant, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Assistée de Maître Barnabé GBAGO, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs moyens et prétentions ;
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 23 avril 2020, la SOCIETE GENERALE BENIN (SGB) SA a attiré la société PROFIELD GROUP SARL devant le tribunal de commerce de Cotonou pour voir condamner celle-ci à lui payer la somme de huit millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante (8.896.060) francs CFA outre les intérêts de droit à compter de l'exploit de signification de correspondance du 10 octobre 2019 ;

Elle sollicite également l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de son action, la SGB SA expose que le 31 octobre 2018, en exécution d'un ordre de virement de la société FINANCIAL SERVICE CENTER, elle a crédité le compte de la société PROFIELD GROUP SARL, ouvert dans les livres de la Société ECOBANK BENIN, d'un montant de huit millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante (8.896.060) francs CFA ;

Que suite à un dysfonctionnement de son système informatique, un autre virement du même montant est intervenu le 15 novembre 2018 du compte de la société FINANCIAL SERVICE CENTER au profit de la société PROFIELD GROUP SARL, sans un ordre de virement de sa cliente ;

Qu'elle a procédé au remboursement dudit montant à la société FINANCIAL SERVICE CENTER ;

Que toutes ses démarches amiables pour obtenir restitution de la somme indûment perçue par la société PROFIELD SERVICE CENTER ont été vaines ;

Qu'il s'agit d'une action en répétition de l'indu et non d'une cession de créance ;

Que la société PROFIELD SERVICE CENTER ne justifie pas le préjudice allégué et sa demande de délai de grâce n'est non plus fondée ;

En réplique, la société PROFIELD GROUP SARL développe qu'elle n'est pas en relation avec la SGB SA ;

Que celle-ci réclame ladite somme dans le cadre d'une cession de créance dont les conditions de validité prévues par les articles 1689 et 1690 n'ont pas été respectées ;

Que le paiement en cause fait suite à une négligence ou une imprudence de la SGB SA et par conséquent engage la responsabilité de celle-ci ;

Que la SGB SA a réclamé sa créance plus de dix (10) mois après le virement querellé, alors que le délai de réclamation est de trente (30) jours ;

Que la SGB SA est irrecevable en sa demande ;

Qu'en raison de sa bonne foi, il y a lieu de rejeter ladite demande ;

Que les préjudices qu'elle a subis du fait de l'erreur de la SGB SA sont évalués à la moitié du montant réclamé ;

Que si la restitution devrait intervenir, elle ne peut porter que sur la moitié de ladite somme ;

Qu'elle sollicite un délai de grâce d'un an en raison de ses difficultés financières ;

1- SUR LA RESTITUTION SOLLICITEE

Attendu que la SGB SA sollicite la condamnation de la société PROFIELD GROUP SARL au paiement de la somme de huit millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante (8.896.060) FCFA outre les intérêts de droit à compter de l'exploit de signification de correspondance du 10 octobre 2019 ;

Attendu qu'au sens des dispositions de l'article 1235 du code civil, tout paiement suppose une dette, ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition ;

Attendu que la société PROFIELD GROUP SARL ne conteste pas avoir bénéficié d'un virement indu, de la somme de huit millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante (8.896.060) sur son compte ouvert à ECOBANK BENIN SA, provenant du compte de la société FINANCIAL SERVICE CENTER à la SGB SA ;

Que la SGB SA, ayant remboursé ladite somme à la société FINANCIAL SERVICE CENTER, est fondée à réclamer la restitution de la somme indûment perçue par la société PROFIELD GROUP SARL ;

Que la société PROFIELD GROUP SARL ne justifie pas sur quel fondement, la SGB SA disposait d'un délai de trente (30) jours pour procéder à la réclamation de ladite somme ;

Qu'il y a lieu de condamner la société PROFIELD GROUP SARL à payer à la SGB SA, la somme de huit millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante (8.896.060) francs CFA ;

Attendu par ailleurs que l'octroi de dommages-intérêts suppose la preuve de la trilogie faute-préjudice-lien de causalité entre la faute et le préjudice ;

Que la société PROFIELD GROUP SARL ne prouve pas le préjudice allégué ;

Que de même, les difficultés financières qu'elle évoque au soutien de sa demande de délai de grâce ne sont pas établies ;

Qu'il y a lieu de débouter la société PROFIELD GROUP SARL de toutes ses demandes ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire, lorsqu'elle n'est pas de droit, peut être accordée en cas d'urgence et de péril en la demeure ;

Que l'exécution ne peut être accordée sur minute que lorsque le temps nécessaire à la délivrance de la grosse risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Attendu que rien ne justifie la résistance de la Société PROFIELD GROUP à opérer la restitution sollicitée ;

Que cette circonstance justifie le péril nécessaire à l'exécution provisoire sollicitée ;

Que c'est à juste titre que l'exécution provisoire est sollicitée et il y a lieu d'y faire droit dans la limite légale ;

Mais attendu que rien ne justifie l'exécution sur minute sollicitée ;

Qu'il y a lieu convient de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

❖ Déclare la SOCIETE GENERALE BENIN (SGB) SA recevable en sa demande ;

❖ Condamne la société PROFIELD GROUP SARL à payer à la SOCIETE GENERALE BENIN (SGB) SA, la somme de huit millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante (8.896.060) francs CFA ;

❖ Rejette les demandes de délai de grâce et de dommages-intérêts de la société PROFIELD GROUP SARL ;

❖ Ordonne l'exécution provisoire de la condamnation prononcée, à hauteur de moitié ;

❖ Condamne la société PROFIELD GROUP SARL aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT